



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget de l'État

Question écrite n° 39418

Texte de la question

M. Claude de Ganay attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sur les recommandations du rapport de la Cour des comptes du 30 mai 2013 portant sur le recensement et la comptabilisation des engagements hors bilan de l'État. Ce rapport préconise de définir les risques que l'État souhaite couvrir avec les réserves de trésorerie du compte des procédures publiques et de fixer, en conséquence, le montant des futurs prélèvements budgétaires de l'État sur ce compte. Il lui demande si le Gouvernement prévoit de suivre cette préconisation.

Texte de la réponse

Dans l'hypothèse où la question porterait sur la Coface et le compte retraçant les procédures de la Coface bénéficiant de la garantie de l'Etat et pour lequel la Cour des comptes recommande en effet de conserver une trésorerie correspondant à des techniques de provisionnement comptable, les éléments de réponse suivants peuvent être apportés. Il est par définition difficile de calculer une probabilité d'appel en garantie d'un risque d'assurance-crédit, puisque, sauf dans le cas de services d'intérêt général, l'Etat, compte tenu de ses engagements internationaux, ne doit garantir que des risques que le marché ne peut traiter, c'est-à-dire des risques dont l'espérance de perte n'est pas calculable. Le mode de provisionnement des créances est effectué par la Coface en relation avec les primes d'assurance crédit, c'est ce qui explique comme l'a remarqué la Cour à la page 155 du rapport, note de bas de page n° 190, que les encours Airbus aient été provisionnés au taux uniforme de 3 % quelle que soit la situation financière de la compagnie aérienne acheteuse. En effet l'ancien accord dit LASU concernant Airbus autorisait un taux de prime Coface unique de 3 %. Il n'apparaît en conséquence pas évident d'utiliser des référentiels qui restent fragiles pour effectuer des cantonnements d'actifs à titre de provision.

Données clés

Auteur : [M. Claude de Ganay](#)

Circonscription : Loiret (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39418

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 octobre 2013](#), page 10451

Réponse publiée au JO le : [1er avril 2014](#), page 2997